

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE L'ASPLF

Jacques D'Hondt
Paris, France

Ce n'est pas la première fois que l'Association des Sociétés de philosophie de langue française tient congrès en Suisse. En 1949, Neuchâtel l'avait accueillie pour approfondir le problème, certes essentiel, de la *liberté*, sous la présidence d'Henri Reverdin. En 1966, elle choisit de siéger à Genève, avec le *langage* à son programme, sous la présidence, déjà, de Fernand Brunner. Et maintenant, inscrivant cette fois la *nature* sur son étendard, la voici à Lausanne, travaillant sous la direction de nos amis les professeurs Daniel Schulthess et Ingeborg Schüssler. Ainsi, en un peu plus de quarante ans aurons-nous fait le tour des capitales de la philosophie de langue française, en Suisse.

Nous tenons à exprimer d'abord toute notre gratitude à la Société romande de philosophie, à ses dirigeants, au comité d'organisation du congrès, à toute cette équipe vaillante et fraternelle qui a su mener à bien la préparation d'une telle manifestation. Nous savons quelle lourde charge de soucis et de travaux cela représente, aussi bien à Lausanne qu'auparavant, par exemple à Athènes, à Dijon, à Tunis ou à Poitiers. Napoléon disait: «On s'engage, et puis on voit.» Nos collègues de Lausanne, avec un sang-froid tout helvétique, ont préféré regarder d'abord et ne s'engager qu'ensuite. Ils ont premièrement pris la mesure exacte du projet, ils y ont méthodiquement réfléchi, puis ils se sont engagés totalement, en toute connaissance de cause et, dès lors, inébranlablement. La méthode prouve maintenant ses vertus dans les résultats qu'elle obtient.

L'Association des Sociétés de philosophie de langue française leur a apporté, bien sûr, son aide discrète, mais efficace, la caution de son existence, les enseignements de son expérience, en particulier grâce aux bons offices de son secrétaire général, André Robinet, qui, depuis longtemps, assure avec ténacité la sauvegarde et l'animation de ce grand corps.

A l'appel des organisateurs, nous sommes accourus nombreux. Il convient de dire que nous l'aurions été bien davantage si l'horrible misère qui s'étend inexorablement dans le monde et qui accable non seulement les individus, mais progressivement aussi les institutions, notamment universitaires, et les Etats, n'avait empêché beaucoup de nos collègues de nous rejoindre. Ce n'est pas sans un serrement de cœur que nous avons reçu les regrets des philosophes, en particulier d'Afrique et d'Europe centrale et orientale, privés des moyens de participer à cette fête intellectuelle dont ils ressentaient plus que d'autres l'attrait, et même le besoin.

Certes, notre Association et ses congrès, nous le savons bien, ne ramassent pas en eux toute la philosophie. Il existe bien d'autres manières, et valeureuses, de pratiquer celle-ci, et nous aimons nous y rallier, à l'occasion.

Mais nous estimons qu'il est indispensable aussi, pour l'épanouissement complet de la philosophie, que les philosophes, universitaires ou non, se rencontrent, s'informent mutuellement, échangent librement leurs vues, en discutent aussi courtoisement que fermement, dans des lieux privilégiés où la communication, grâce à l'usage d'une langue unique, la langue française, est plus ample et plus profonde en même temps que plus facile et plus agréable.

Se retrouver ainsi entre eux, de temps en temps, ne les isole nullement de la communauté philosophique mondiale. En témoigne assez le fait que notre Association, et donc toutes les sociétés qui y adhèrent, est membre à part entière de la Fédération internationale des Sociétés de philosophie, à laquelle des philosophes de langue française ont apporté une contribution de qualité exceptionnelle: André Mercier, de Berne, en a été longtemps le secrétaire général, le véritable inspirateur; Venant Cauchy, de Montréal, en a été le président, en même temps, fait remarquable, que celui de l'ASPLF; et maintenant, Jean Ferrari, membre très actif de notre bureau, représente la France au comité directeur de la FISP, qui l'a élu à cette fonction lors de son dernier congrès de Moscou.

Nous ne prétendons pas, contre toute évidence, que l'on ne peut philosopher utilement qu'en langue française. Nous n'accepterions pas que l'on tente de récupérer nos essais et nos progrès pour les mettre au service d'on ne sait quel impérialisme linguistique, et encore moins au service de l'impérialisme économique ou politique de l'un quelconque des Etats francophones.

Notre visée est tout autre, nos fins d'un ordre à la fois plus humble et plus élevé.

Les congrès et les colloques philosophiques internationaux, parfois très somptueux, foisonnent en notre temps, ils essaient partout dans le monde. Peut-être y en a-t-il même pléthore, dans cette épidémie qu'il m'est arrivé de qualifier de «colloquite aiguë». La plupart, sous le poids de causes bien visibles, ne tolèrent que la langue américaine, parfois la langue allemande, plus rarement d'autres idiomes. Nous ne jalousons pas les acquis intellectuels qu'ils recueillent, car, en tant que tels, ils se montrent en général bénéfiques, en quelque langue que l'on s'y exprime. La diversité d'expression, si elle vise l'universalisme de la pensée, ne nous effraie nullement. Au contraire, nous redouterions plutôt une uniformisation programmée, aboutissant à une monotonie ennuyeuse.

Certains congrès se déroulent en plusieurs langues, considérées à tort ou à raison comme les principales langues de culture, grâce à des systèmes de traduction simultanée qui fonctionnent plus ou moins bien. Cette procédure présente d'indéniables avantages pour l'extension des échanges et des confrontations. Mais elle implique aussi, entre autres inconvénients, une compréhension seulement approximative, une discussion sommaire, et dans certains cas débile, et, en fin de compte, tout de même un exclusivisme. On remarque de plus en plus fréquemment que lorsqu'un participant se hasarde à y prendre la parole en français, une partie de l'auditoire s'éclipse par les portes dérobées, et une autre partie se réfugie dans une morne rêverie.

Il nous semble donc nécessaire, et même, à certains égards, urgent, de persévérer dans l'institution de congrès philosophiques internationaux en langue exclusivement française.

Notre mission ne manque ni de clarté, ni de simplicité. Elle consiste uniquement dans «le maintien et l'extension de la pratique de la philosophie en langue française». D'autres associations, sœurs de la nôtre, cultivent la philosophie dans leurs langues nationales ou dans des langues étrangères de leur choix. Nous, dans ce concert universel, ou dans cette cacophonie universelle, ou en marge de ce solo de plus en plus universel, nous continuons de jouer la précieuse partition française.

Nos congressistes, quels qu'ils soient, se voient offrir l'occasion d'une mise au point de leurs pensées sur un thème proposé, la possibilité de les présenter à un public, certes un peu aléatoire, et de les discuter avec lui, la promesse de leur publication dans des *Actes* disponibles pour tout lecteur qui le désire. Et tout cela dans une atmosphère de confiance mutuelle et d'amitié qui ne s'est jamais tendue, depuis près de soixante années.

La langue française ne manque pas de titres à son usage philosophique, depuis que Descartes, après Pierre de La Ramée, a inauguré avec elle la modernité, et a établi grâce à elle le fondement sur lequel se sont édifiés, jusqu'à notre époque, presque tous les systèmes, presque toutes les doctrines. La vénérable Société Française de Philosophie a accepté de prendre en charge notre prochain congrès, le XXVI^e. A Paris, en 1996, pour le quatre centième anniversaire de la naissance du plus grand des philosophes français, elle le consacrera, comme il se doit, à l'*esprit cartésien*. Ainsi renouera-t-elle, à soixante ans de distance, avec le célèbre congrès Descartes de 1937. Toutes nos sociétés sont conviées à contribuer, autant qu'il est en leur pouvoir, au succès de ce congrès prochain.

Certains philosophes se tiennent systématiquement à l'écart de ces activités associatives, et ils allèguent pour cela de bonnes raisons, et c'est tout à fait leur droit, dans la liberté. Ils en viennent parfois à mépriser ou à dénigrer l'humble besogne, et fastidieuse, de ceux qui se préoccupent de l'administration de la république des philosophes, et qui prennent soin de l'intendance du mouvement.

Il convient de rappeler, comme le font Venant Cauchy et Jean-Marc Gabaude dans l'ouvrage qu'ils ont consacré à l'histoire de l'ASPLF, que l'idée d'une telle association a germé d'abord dans l'esprit des philosophes français les plus célèbres et les mieux reconnus au début de ce siècle: Léon Brunschvicg, Elie Halévy, Emile Boutroux, Xavier Léon (fondateur aussi de la Société Française et de la *Revue de Métaphysique et de Morale*), Maurice Blondel, et beaucoup de leurs collègues. Ces grands penseurs ne dédaignèrent pas de travailler à la réalisation de cette idée.

De fait, une connivence profonde se noue entre la méditation, intérieure, et l'activité, extérieure; entre les philosophies les plus érudites, et même les plus contemplatives, et même les plus mystiques, et l'entreprise associative la plus zélée.

A ce propos, comment pourrions-nous ne pas évoquer ici, dans son pays, au milieu de ses compatriotes et de ses disciples, devant tous ceux qui furent ses amis, la haute figure de Fernand Brunner, disparu il y a quelques années déjà? Mais dans notre souvenir, c'est encore comme hier. Ses œuvres bien connues sur Leibniz et sur Ibn Gabirol, son abondante bibliographie, les émouvantes manifestations, les éditions qui ont eu lieu en hommage à sa mémoire, attestent la valeur éminente de l'historien de la philosophie et du philosophe. D'autres que moi sauront l'honorer au cours de ce congrès, en maintes occasions. Nous préférons rappeler plutôt, ici et maintenant, le rôle capital que Fernand Brunner a voulu jouer, en surcroît de toutes ses autres charges, dans l'animation, la gestion, la vie de notre Association. Au service de l'activité associative de la philosophie en général, et surtout au bénéfice de la communauté philosophique de langue française, il n'a pas ménagé ses efforts, ni épargné un temps que d'autres auraient vaniteusement jugé trop précieux. Il participait constamment, fidèlement, consciencieusement à toutes les formes d'action et de manifestation de l'ASPLF. Il présida le XIII^e Congrès; je l'ai rappelé, à Genève, alors qu'il stimulait déjà la Société romande de philosophie. Après Gaston Berger et Georges Bastide, il fut pendant une dizaine d'années le président de l'ASPLF, jusqu'en 1980, date à laquelle Venant Cauchy lui succéda, un Québécois après un Suisse. Fernand Brunner prononça les allocutions d'ouverture des Congrès de Montréal en 1971, de Reims en 1974, de Strasbourg en 1980. Sa présidence de l'ASPLF ne fut pas de tout repos. Il dut faire face à des difficultés imprévues. Attaché à une religion qu'il ne dissociait pas de la recherche intellectuelle critique, il gagnait aisément la confiance de ceux-là mêmes qui, à cet égard, se situaient, du moins apparemment, le plus loin de lui, et il nouait avec eux une amitié solide. Je ne puis oublier pour ma part qu'il vint tout exprès chez moi, à Paris, en 1988, pour réfuter les objections et vaincre les ultimes réticences que j'opposais à ceux qui complotaient amicalement de proposer ma candidature à la présidence de l'ASPLF. J'avais eu l'honneur de présider, en 1982, la séance de la Société Française de Philosophie où, sur mon invitation, il consacra à son maître préféré, Martial Gueroult, une conférence admirable de clarté, de rigueur et d'émotion contenue.

Des hommes tels que Fernand Brunner ont garanti à notre Association sa haute tenue, la permanence de la confiance et de l'amitié qui y règnent, la constance dans le travail sérieux, son prestige, sa longévité. C'est grâce à de tels hommes qu'elle peut envisager son avenir avec assurance, car beaucoup s'efforceront de suivre cet exemple.

Le Congrès de Lausanne, que je déclare ouvert, nous en donne témoignage, sous les meilleurs auspices.